

Pour une école et une université modernes

PAR MAHFOUD BENNOUNE (*)

Cette étude se propose de définir l'université moderne, d'analyser ses fonctions, sa mission et son rôle dans la société algérienne de demain, de faire une radioscopie de sa situation actuelle (1992) (1) afin de pouvoir formuler des propositions susceptibles de permettre aux autorités du système éducatif d'élaborer une stratégie tenant compte de tous les facteurs capables de minimiser partiellement le désastre actuel.

Qu'est-ce qu'une université moderne ?

L'université moderne, bien qu'elle ait été d'origine allemande, est devenue depuis la fin du XIXe siècle une institution universelle. Elle est considérée à la fois comme le résultat et l'agent du développement et de l'industrialisation. Elle a une logique spécifique, une organisation, des fonctions sociales propres et surtout elle est régie, dans tous les pays qui ont réussi à établir des systèmes universitaires efficaces et performants, par des règles universelles. Son développement et son fonctionnement se font selon des normes et des critères objectifs préétablis et connus par les communautés universitaires à travers le monde civilisé.

Les fonctions, les missions et le rôle de l'université dans la société Les fonctions essentielles de l'université moderne sont la transmission, la diffusion et la production de la connaissance, du savoir-faire technique et artistique ainsi que la socialisation et la promotion d'une importante proportion de la jeunesse estudiantine, l'intégration verticale et horizontale de la société et particulièrement la création d'un modèle culturel basé sur la science et la technologie (2).

Dans les sociétés de classes, caractérisées par de très grandes disparités socio-économiques, l'université moderne continue de contribuer à la reproduction de l'ordre établi. D'après Habermas, elle doit également transmettre, interpréter, développer la tradition culturelle de la société et contribuer à la prise de conscience politique (ou conscientisation) des étudiants d'une façon particulière et des citoyens d'une façon générale (3).

Pour remplir ses fonctions, accomplir ses missions et assumer son rôle, l'université, et, à travers elle, la société algérienne entière, sont obligés de s'ouvrir, d'une manière active et non passive, au patrimoine culturel, technique et scientifique universel qui, en tant que produit collectif d'innombrables peuples et civilisations, appartient à tous ceux qui chérissent sa valeur potentiellement libératrice et salvatrice. Par conséquent, la mission de l'université est de permettre à notre société de s'efforcer, en vue de s'informer de tout et tout savoir, de dépasser ses limites structurelles et ses carences politiques accumulées durant presque un millénaire de décadence et de domination étrangère.

Enfin, en tant que lieu d'enseignement — qui devrait être idéalement serein — d'études, d'apprentissage, de réflexion, de débats intellectuels et scientifiques continuels, d'expérimentations et de lectures, toute université digne de ce nom est à la fois «conservatoire» et «laboratoire». «Si 90 % des physiciens qu'a connus l'Histoire sont vivants, a dit le grand physicien américain Oppenheimer, il n'est pas vrai que 90 % des livres lus dans les universités soient l'œuvre d'auteurs vivants.» (4)

Cela explique aussi le fait que les sciences telles que la physique, la chimie et la médecine... constituent un héritage universel accessible et que les savants constituent des communautés internationales interactives grâce à des échanges directs et indirectes. D'où la standardisation et l'universalisation des normes, des critères et des règles régissant les établissements d'enseignement et de la recherche scientifique. Ce qui permettrait au pays de mettre fin au dualisme colonial. Dualisme culturel, contradictions sociales et éducation : 1962/1992 A l'indépendance, l'Algérie était caractérisée par un dualisme économique, linguistique, éducatif et culturel. Deux «élites», qui étaient quantitativement et qualitativement faibles et limitées, formées dans deux types d'établissements différents : l'école et l'université française. et la zaouia/médresa et l'université arabo-musulmane traditionnelle. Parmi les deux

française, et la culture arabo-musulmane traditionnelle. Parmi les deux «élites», se trouve un nombre insignifiant de bilingues ayant le privilège de posséder une double culture française et arabe. Les exigences de fonctionnement d'un Etat moderne, issu de la révolution de Novembre 1954 durant laquelle les gens frustes l'ont emporté sur les lettrés (5), et la nature de leurs formations et de leurs cultures générales respectives ont imposé une division du travail entre eux. Les «arabisants» ont accaparé le pouvoir symbolique, l'école et les médias, et les «francisants» ont investi l'administration, les services de sécurité et les institutions à caractère technique, scientifique et économique moderne. Les premiers incarnent l'islamité, l'arabité et «l'authenticité endogène» (...), insistent sur la généralisation de la langue arabe dans tous les services publics. «L'arabisation» leur permettait de saisir le pouvoir exercé par les seconds.

Les «francisants», en position dominante, incarnant la modernité, le savoir-faire technique et «managérial», l'efficacité et la rationalité moderne exogènes. Ce fait les a induit à devenir partisans d'une certaine ouverture sur le patrimoine universel de l'humanité, et à exhiber des attitudes méprisantes et hautaines vis-à-vis des «arabisants» qui n'ont pas eu la chance d'avoir une éducation/formation moderne. Cela n'a pas diminué leurs prétentions d'être détenteurs non seulement de la vérité, mais aussi d'un savoir symbolique (i'lm) omniscient et omnipotent valable dans tous les temps et dans tous les lieux. Ce qui a attisé leur zèle idéologique et leur acharnement politique qui ont fini par les pousser à falsifier et à récupérer l'histoire du pays pour se «fabriquer» une légitimité historique leur permettant de justifier leur monopole sur le contrôle social du peuple. Dès 1962, l'éducation de nos enfants, dont le but devrait être, selon Kant «de développer, dans chaque individu, toute la perfection dont il est susceptible», est devenue l'enjeu de luttes politiques et idéologiques acharnées pour le pouvoir. Sachant que l'éducation «ne se borne pas à développer l'organisme individuel dans le sens marqué par sa nature, à rendre apparentes des puissances cachées qui ne demandaient qu'à se révéler. Elle crée dans l'homme un être nouveau», les disciples et partisans des ulémas ont pris le contrôle de l'école pour pouvoir orienter le contenu de la socialisation et de l'acculturation de notre jeunesse. En effet, l'éducation est un puissant moyen pour le façonnement des dispositions humaines (croyances, comportements, actions...) grâce à l'exposé oral et à l'utilisation de matériaux didactiques tels que les manuels, les livres, les films... Elle permet ainsi aux élèves et aux étudiants d'apprendre d'abord comment apprendre, percevoir le monde, penser, sentir, croire, se comporter, agir et réagir. Cet apprentissage est le résultat de conditionnement psychologique, de socialisation et d'endoctrinement idéologique (6). Cela explique à la fois l'importance vitale de l'école et les motivations qui ont incité les partisans de l'arabisation à prendre le contrôle du ministère de l'Éducation nationale. Cependant, en l'absence d'une politique d'éducation/formation conséquente, tenant compte de l'Histoire et de l'option fondamentale du pays dans le domaine du développement techno-économique, social, scientifique, et de la complexité du problème linguistique en Algérie, de ses contraintes objectives et, surtout, des exigences pédagogiques, scientifiques et techniques du processus d'arabisation, la question de la généralisation de la langue arabe a fini par engendrer des débats stériles et des luttes intestines débilantes pour le pouvoir. L'aveuglement des uns et les errements des autres ont contribué, en partie, à miner la performance et l'efficacité des institutions éducatives de la nation et à faire bien des ravages dans le champ culturel algérien.

Les régimes successifs de l'Algérie indépendante ont compromis le développement culturel, scientifique, technologique... du pays, en laissant les partisans des ulémas prendre l'école, la culture et les médias en otage. Le contrôle de l'école et de la culture par les assalistes et ses conséquences Le contrôle de l'école par les tenants de l'arabisation immédiate et à tous les niveaux, sans préparation ni planification — dont l'objectif est le retour aux «sources araboislamiques» plutôt que le développement de l'esprit critique et la maîtrise de la connaissance scientifique, philosophique, artistique, etc. et la culture universelle — a abouti à une «retraditionalisation» des mentalités d'une importante proportion de la jeunesse algérienne au lieu de leur modernisation. En inculquant un modèle culturel pré-copernicien, les disciples et les partisans des ulémas ont réussi à discréditer l'apport, la signification et les implications théoriques et pratiques des révolutions scientifiques modernes; le résultat est sombre. Certes, nos établissements d'éducation ont formé une élite de techniciens, d'ingénieurs, de gestionnaires, de savants et de lettrés cultivés, équilibrés, compétents, ouverts et éclairés. Mais ils ont également produit les innombrables disciples illuminés des mouvements extrémistes, déterminés à nous imposer leur version et vision d'un islam politique fanatique, crispé, antirationnaliste, rétrograde et antidémocratique, les géniteurs de

l'ex-FIS ainsi que les hordes terroristes sauvages actuelles. En effet, depuis la tuerie d'Octobre 1988 et l'ascendance des courants politiques intégristes, de nombreux enseignants veulent imposer aussi un modèle culturel «islamique» qui a prévalu à l'époque du prophète et des quatre khalifes. Car, selon eux, le modèle culturel post-copernicien, basé sur la science, la technologie et les valeurs humaines universelles modernes, est incompatible avec le «véritable islam !»

En somme, l'école et l'université algériennes, au lieu de former des agents de changement de la société et de son adaptation aux exigences de notre temps, ont produit un grand nombre d'agents de sa «retraditionalisation» ou régression. Par conséquent, toute tentative d'évaluation impartiale de la performance et de l'efficacité de l'école et de l'université doit tenir compte du contexte global, en général, et du système éducatif, en particulier. Cela est dicté par le fait que le système éducatif algérien est constitué par trois cycles hiérarchisés. Le niveau supérieur reçoit l'étudiant du secondaire en tant que «produit» à transformer. Le cycle fondamental fournit ses meilleurs élèves au secondaire. Le rendement d'un cycle est affecté par la performance des autres. Le cycle supérieur est représenté par l'université et les grandes écoles. Celles-ci sont constituées par trois composantes : les étudiants, le corps professoral et l'administration. Pour mieux comprendre la nature et le degré du désastre engendré par les politiques de fuites en avant des ministres successifs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, un bilan sommaire des trois composantes de l'université s'impose.

(A suivre)

(*)CHERCHEUR

(1) La première version de cette étude a été rédigée en 1992 à la demande du défunt président Boudiaf sous le titre L'Anatomie de l'université algérienne. Comme la situation s'est aggravée, nous avons jugé utile de l'enrichir et de la publier aujourd'hui.

(2) Voir M. Bennoune, Les Profes recalés, entretien réalisé par G. Mouffok, Algérie-Actualité, n°1234 du 8 au 14 juin 1989.

(3) J. Habermas, Towards a Rational Society, Polity Press, Cambridge, Angleterre, 1987. p. 3.

(4) Cité par Touraine, ibid, p. 18.

(5) Cette expression est du colonel de l'ALN Slimane Dehiles.

(6) Voir D. B. Gowing Educating, Cornell University Press. Ithaca, 1981, p 35. E. Durkheim, Education et Sociologie, El Borhane, Alger, 1991, p .11.